

Panorama 2010 de La Réunion

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 520 km ²
Situation géographique	Océan indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2007)	32
Représentation nationale	5 députés et 3 sénateurs
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques : de Bourbon à La Réunion

Escale sur les routes commerciales de l'Océan Indien, La Réunion reçoit, pendant plusieurs siècles, la visite de navigateurs arabes, portugais, etc. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. A la faillite de la compagnie des Indes Orientales, le roi de France rachète l'île en 1764. Celle-ci compte 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^e siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines "d'usines" attenantes aux propriétés coloniales.

Le 20 décembre 1848 est proclamée l'**abolition de l'esclavage** à La Réunion. L'île, peuplée de 103 000 habitants dont 60 000 esclaves, reprend son nom actuel la même année. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années cinquante que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique, des transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens, portuaires) et la construction du barrage hydroélectrique, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

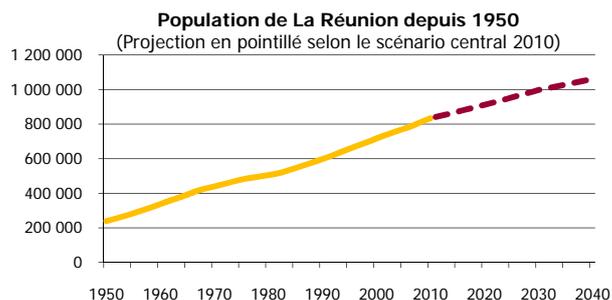
Un statut institutionnel commun à l'Outre-mer français

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un **département français** et devient également une **Région**, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales où la Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « **Départements et Régions d'Outre-mer** » (DROM).

La Réunion devient également une **région ultrapériphérique** (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire. A l'instar du droit français, certaines adaptations au droit communautaire peuvent être autorisées au titre des « *caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques* ». Dans ce cadre, le département bénéficie de soutiens financiers au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence » qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union.

POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'Océan indien, la population réunionnaise est métisse, pluriculturelle et pluriculturelle. La Réunion poursuit sa transition démographique, entamée dans les années 1930, avec un taux de natalité bien supérieur à celui de la France métropolitaine. La population réunionnaise atteint ainsi 833 500 habitants au 1^{er} janvier 2010, soit une multiplication par 2,5 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de l'augmentation de la population. Néanmoins, le rythme de progression du nombre d'habitants de l'île, qui s'affiche à + 1,5 %, continue à ralentir légèrement. La population de La Réunion pourrait franchir la barre symbolique du million d'habitants vers 2030, selon l'hypothèse centrale des projections démographiques réalisées par l'Insee

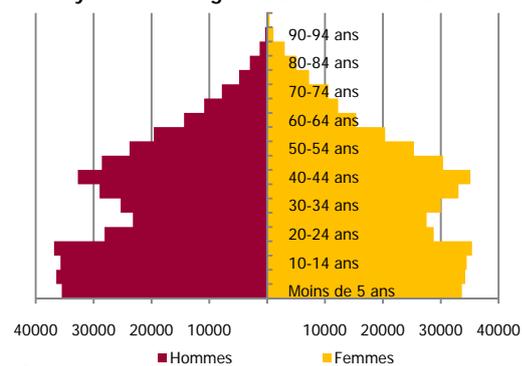


Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1^{er} janvier ; projections)

Indicateurs démographiques	La Réunion	Métropole
Population (en milliers, estimation provisoire au 1 ^{er} janvier 2010)	833,5	62,8
Part des moins de 19 ans (en %, 2009)	34,4	24,8
Part des 20 - 59 ans (en %, 2009)	53,7	57,8
Part des plus de 60 ans (en %, 2009)	11,9	17,4
Densité de population au 1 ^{er} janvier 2009 (hab/km ²)	333	112
Taux croissance annuel moy. de la population (en %, 2000-2010)	1,5	0,7
Taux de natalité (taux pour 1000 habitants, 2009)	17,3	12,6
Taux de mortalité (taux pour 1000 habitants, 2009)	5,0	8,3
Taux de mortalité infantile (taux pour 1000 naissances, 2009)	7,6	3,9
Indice conjoncturel de fécondité (en 2008)	2,5	2,0
Espérance de vie des femmes à la naissance (en année, en 2008)	82,1	84,2
Espérance de vie des hommes à la naissance (en année, en 2008)	74,6	77,6
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans (en %, 2008)	21	9

Source : Insee

Pyramide des âges de La Réunion en 2009



Source : Insee

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie réunionnaise se caractérise par une croissance dynamique. Entre 1997 et 2007, le PIB a presque doublé avec un taux de progression de 5 % en moyenne par an, à prix constant. Principal moteur de la croissance, la consommation finale s'est accrue de 6 % en moyenne par an. Autre moteur de la croissance, l'investissement a triplé en une décennie, accélérant depuis 2003 grâce aux mesures fiscales de soutien à l'économie et à la mise en œuvre de grands chantiers qui ont stimulé l'activité du BTP (+ 14 % en moyenne par entre 2003 et 2007). La croissance a ainsi permis à La Réunion de combler en partie son retard sur la France entière avec une hausse de près de 10 points en 10 ans du PIB par habitant qui ne représente toujours que 60 % du niveau national. En 2010, le Produit intérieur brut de La Réunion exprimé en monnaie constante est resté stable (- 0,2 %), après une baisse de 2,7 % en 2009. Il augmente en valeur de 2,3 %.

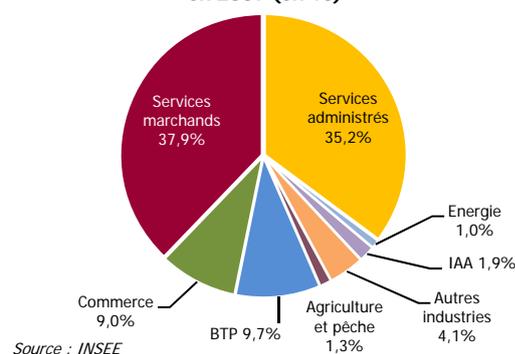
Principaux indicateurs économiques	La Réunion	Métropole
PIB (en milliards d'euros courants, 2009)	14,4 ¹	1 907,1
Taux de croissance du PIB (en %, en euros constants, 2009)	-2,7 ¹	-2,6
PIB par habitant en euros courants (2009)	17 520 ¹	29 571
Taux d'inflation (en %, à fin déc. 2010, en glissement annuel)	2,2	1,8
Taux de chômage (en %, 2010)	28,9	9,3
Nombre de demandeurs d'emplois de cat. A (à fin déc. 2010)	113 200	2 725 200
Total des importations (en millions d'euros, 2010)	4 265	455,6 mds €
Total des exportations (en millions d'euros, 2010)	284	387,9 mds €
Taux de couverture ² (en %, 2010)	6,7	85,1
Taux de dépendance ³ aux importations (en %, 2007)	18,3	14,1
Dépenses de l'État dans la collectivité (en millions d'euros, 2009)	5 377	-
Dettes des collectivités de La Réunion (en % du PIB, 2009)	12,3	8,2
Soutiens financiers de l'Europe pour la période 2007-2013	1,9 mds	-

¹Estimation CEROM ; ²exportations/importations

³(imports + impôts sur imports)/(production + imports + impôts sur imports - exports - variation de stocks)

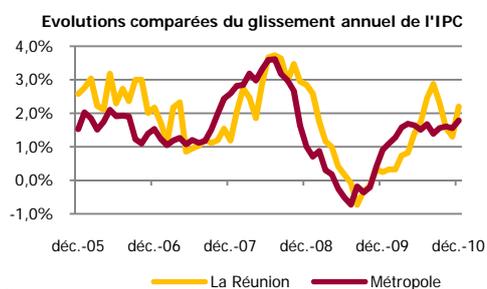
Source : Insee, Douanes, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale, Région, Département

Répartition de la valeur ajoutée en 2007 (en %)



Source : INSEE

Hausse modérée des prix depuis 2005



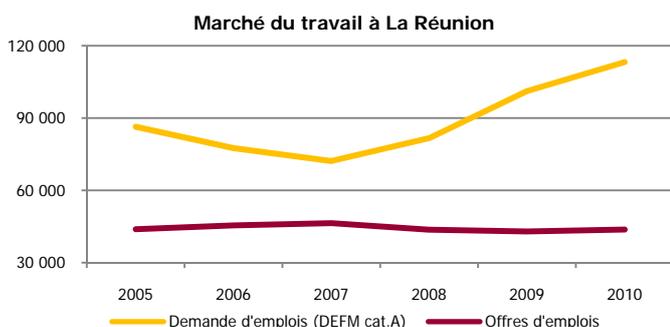
Source : Insee

Entre 2005 et 2010, la hausse des prix a été modérée à La Réunion (+ 1,8 % en moyenne par an), bien que supérieure à celle observée au niveau national (+ 1,5 %). La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation », qui a connu de fortes augmentations. A l'inverse, les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes, mais contribuent peu à la croissance générale des prix sur l'ensemble de la période. En 2010, la hausse des prix reste mesurée même si elle est plus marquée qu'en 2009 : + 2,2 % en glissement annuel après + 0,3 %.

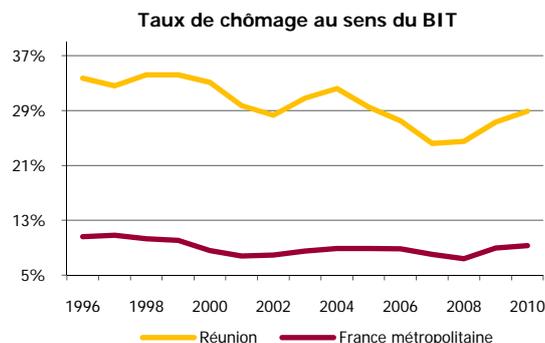
Déséquilibre du marché du travail

L'économie réunionnaise est la deuxième région française la plus dynamique en termes de création d'emplois avec une croissance de 2,9 % en moyenne par an du nombre l'emploi total dans l'île entre 2005 et 2008 (contre + 0,9 % pour la France entière). Un peu plus de neuf emplois sur dix est un emploi salarié. Plus des deux tiers de ces emplois salariés sont regroupés dans le secteur des services. Les services non marchands concentrent le plus d'emplois mais cette part tend à se réduire.

Malgré ce dynamisme, le taux de chômage est resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine (20 points de plus en moyenne sur la dernière décennie). Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a diminué jusqu'en 2007, puis il s'est accru, pour s'établir à 113 200 demandeurs à fin 2010.



Source : Pôle emploi - Dares



Source : INSEE - Enquête Emploi

Emplois total	2000	2008 (p)	Évol. (1)
Emploi total	188 893	246 928	3,4%
Emploi non salarié	21 347	20 201	-0,7%
Emploi salarié	167 546	226 727	3,9%
Agriculture	3 106	2 679	-1,8%
Industrie	12 769	16 599	3,3%
BTP	9 682	19 479	9,1%
Commerce	22 431	30 310	3,8%
Services marchands	36 355	66 394	7,8%
Services non	83 203	91 266	1,2%

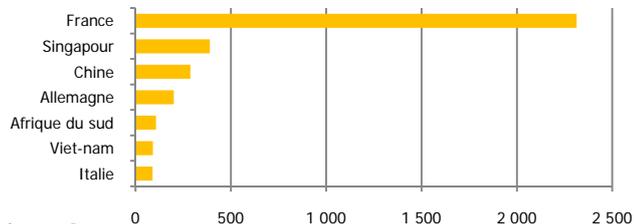
(p) provisoire ; (1) Évolution en moyenne par an source : Insee

source : Insee

Une balance commerciale structurellement déficitaire

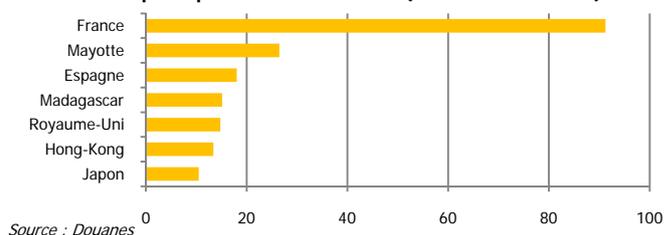
A l'instar des autres DOM et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours à l'importation pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, ce qui génère une balance commerciale structurellement déficitaire. L'île exporte principalement du sucre et des produits de la pêche, les autres exportations concernant principalement des produits réexportés. Par ailleurs, la métropole reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.

Les principaux fournisseurs en 2010 (en millions d'euros)



Source : Douanes

Les principaux clients en 2010 (en millions d'euros)



Source : Douanes

Importations en valeur (en millions d'euros)	2010
Produits agricoles et de la pêche	91,6
Biens intermédiaires	477,3
Produits pétroliers et hydrocarbures	521,8
Matériels de transport	529,6
Produits des IAA	652,8
Produits élec., électro., et informatiques	834,4
Biens courants destinés aux ménages	920,9
Total	4 028,3

Source : Douanes

Exportations en valeur (en millions d'euros)	2010
Produits agricoles et de la pêche	4,9
Biens intermédiaires	12,0
Produits pétroliers et hydrocarbures	13,0
Déchets industriels et ménagers	28,1
Produits électriques et matériels de transports	86,9
Produits des IAA*	236,3
dont sucre	97,7
Total	381,0

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services, qu'ils soient marchands ou non marchands. En termes de valeur ajoutée, le secteur des services marchands constitue désormais le premier secteur économique de l'île en 2007, devant celui des services non marchands, qui reste cependant le principal secteur employeur.

Principaux indicateurs sectoriels	2010	2010/ 2000 ¹	2010	2010/ 2000 ¹
Production agricole (en millions d'euros)	378,4	0,8%	Importations de ciments (tonnes)	376,3 2,1% ²
Production de cannes à sucre (en milliers de tonnes)	1 877	0,3%	Montant de la LBU (en millions d'euros)	106,0 1,2%
Production de sucre (en milliers de tonnes)	206,8	0,2%	Nombre de touristes	420 300 -0,2%
Prod. avi., porc. et bovine (en tonne équiv. carcasse)	21 858	-0,1%	Capacité hôtelière (en nombre de chambres)	2 156 -2,5%
Export. de produits de la pêche (en millions d'euros)	58,3	3,5%	Nbre de passagers aux aéroports (en milliers)	2 090 3,4%
Effectifs du BTP (à fin décembre)	16 785	2,4%	Nombre de professionnels de santé	11 036 6,0%
Attestations de conformité électrique du Consuel	7 378	0,4%	Nbre d'élèves (enseignement public et privé)	240 444 0,4%

¹Taux de croissance annuel moyen

Source : Douanes, Consuel, Daaf, eRcane

²Taux de croissance annuel moyen ; ²De 2002 et 2010

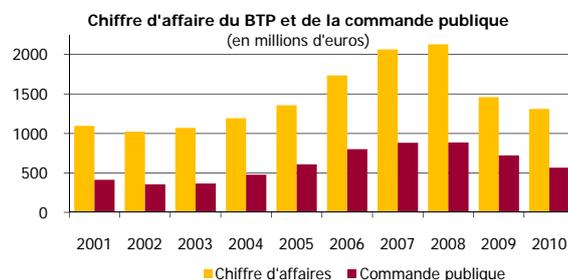
Source : Rectorat, DRESS, CCIR, Insee, IRT, Douanes, Cer BTP

Une industrie sucrière moderne et concentrée

La canne à sucre a façonné l'identité de La Réunion. Aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries (Bois Rouge et le Gol). Le département a produit en moyenne 200 000 tonnes par an de sucre sur ces dix dernières années, ce qui reste en deçà des quotas alloués (338 000 tonnes). Avec le tiers des biens exportés, le sucre représente la première source d'exportations de biens de l'île. La campagne 2010 montre une stabilisation de la production sucrière, très légèrement inférieure à celle de 2009, mais qui reste supérieure à la moyenne décennale (+ 3,1 %).

Fort dynamisme du BTP avant un « trou d'air » de l'activité depuis 2009

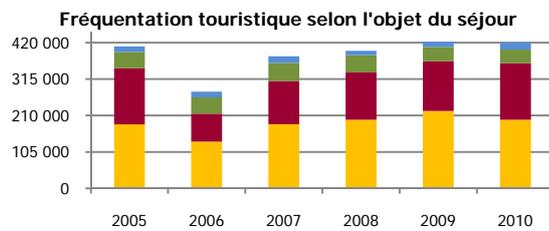
Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île ces dernières années. Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue au rythme moyen de 16,1 % par an. En outre, il emploie un peu plus de 15 000 personnes en 2009, soit 12 % des effectifs salariés privés. A partir du milieu de l'année 2008, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée. Le resserrement de l'accès au crédit et le net ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la loi pour le développement économique des Outre-mer, se sont traduits par une contraction des ventes de biens immobiliers neufs. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon ou le report de nombreux projets par les municipalités ont engendré une forte contraction de l'activité du secteur. En 2010, la situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est encore dégradée mais on note l'apparition de quelques signes positifs en fin d'année.



Source : Cer BTP

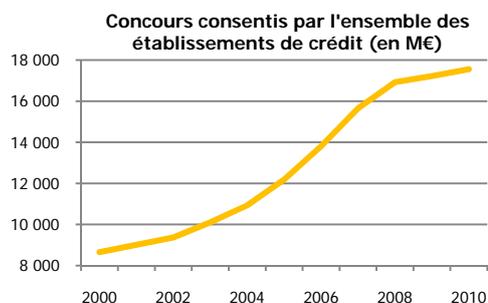
Une activité touristique fortement dépendante des résidents

Le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île. Les dépenses des touristes à La Réunion (dont plus de la moitié est réalisée par la clientèle locale) ne représentent que 2,6 % de la valeur ajoutée totale du département, mais la forte intensité en main-d'œuvre du secteur en fait un pourvoyeur d'emplois significatif avec 9 000 emplois directs. En 2010, La Réunion a accueilli 420 300 touristes non résidents, soit une fréquentation proche de celle des meilleures années.



Source : Insee/IRT

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE



Source : IEDOM

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. En 2010, on dénombre dix banques et onze sociétés financières soumises à la loi bancaire, installées dans le département, ainsi que quatre institutions financières spécialisées. Le niveau d'équipement en terme de guichets bancaires et de distributeurs automatiques a fortement progressé ces dernières années, même s'il reste inférieur au niveau national. Cette situation n'implique cependant pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la forte concentration de la population sur les zones côtières.

L'accompagnement par les établissements de crédit du dynamisme de l'économie réunionnaise s'est traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+ 8,7 % en moyenne par an entre 2000 et 2008). La crise économique a depuis ralenti cette progression des

concours bancaires et engendré une montée des risques (6,2 % de l'ensemble des concours en 2010). Enfin, le système bancaire implanté localement octroie plus de crédits qu'il ne collecte de dépôts, ce qui pèse structurellement sur les conditions de refinancement des banques locales, et donc sur le coût du crédit.

Indicateurs d'entreprises	2010
Concours bancaires ¹ (en millions d'euros, à fin déc.)	7 364
dont crédits d'exploitation (en %)	14,8
dont crédits d'investissement (en %)	45,1
dont crédits à la construction (en %)	39,2
Coût moyen du crédit aux entreprises (en %, janv. 2011)	4,57
Créances douteuses nettes (en millions d'euros)	294,0
Actifs financiers ² (en millions d'euros, à fin déc.)	2 399

¹ concours sur l'ensemble des établissements de crédits

² auprès des établissements de crédits locaux

Source : IEDOM

Indicateurs ménages	2010
Concours bancaires ¹ (en millions d'euros, à fin déc.)	6 552
dont crédits à la consommation (en %)	24,9
dont crédits à l'habitat (en %)	75,0
Créances douteuses nettes (en millions d'euros)	109,8
Actifs financiers ² (en millions d'euros, à fin déc.)	7 657
dont épargne à long terme (en millions d'euros)	3 340
Nombre de dossiers de surendettement	1 147

¹ concours sur l'ensemble des établissements de crédits

² auprès des établissements de crédits locaux

Source : IEDOM

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 26 juillet 2011 – Dépôt légal : juillet 2011 – ISSN 1952-9619